



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

24/09/2026

La reconnaissance par Macron d'un bantoustan palestinien inféodé à l'Occident vue par Le Monde.

Le très macroniste *Le Monde* a publié un article intitulé « *Un an après la reconnaissance de l'Etat de Palestine, l'initiative de la France a perdu de son panache* » le 21 septembre faisant, en quelque sorte, le bilan de l'opération franco-saoudienne de septembre 2025 à l'ONU les journalistes, baptisé comme beaucoup de politiciens « reconnaissance de la Palestine ». L'article est un parfait exemple de la ligne journalistique passant, surtout auprès du microcosme de ses confrères, pour défendre une position équilibrée sur la guerre coloniale en Palestine, ce qu'ils appellent le « conflit israélo-palestinien ». On y constate un éloignement abyssal à la fois du réel, de l'histoire de la Palestine, des questions coloniales, mais aussi une méconnaissance totale de ce que sont les défenseurs de la Palestine ; et en même temps, ici et là des aveux sur le contenu réel de la politique de l'État impérialiste français sur la question de la Palestine.

Une présentation partielle et partielle

Non sans un certain engouement pour le locataire de l'Élysée, faisant référence à la résolution franco-saoudienne adoptée en septembre 2025 par l'Assemblée générale de l'ONU, les deux rédacteurs de l'article nous disent : « *Le chef de l'Etat avait alors convaincu une dizaine de pays de le suivre. "Le temps est venu", avait-il expliqué. Emmanuel Macron, que son entourage décrit comme hanté par la trace qu'il laissera dans l'histoire, pensait peut-être, ce jour-là, que ses mots résonneraient aussi fort que ceux de l'ancien ministre des affaires étrangères Dominique de Villepin, qui, en 2003, s'était opposé à la guerre en Irak voulue par les Etats-Unis pour des motifs mensongers.* ». On se délectera entre autres du Macron « hanté par la trace qu'il laissera dans l'histoire », comme si les journalistes du Monde ignoraient complètement le discrédit dont il est l'objet auprès des travailleurs de France, mais aussi des « motifs mensongers » de la destruction de l'Irak, sans plus de détails. La guerre coloniale, apprend-on contre toute réalité (ce n'est bien sûr pas le terme utilisé par les journalistes) « *s'était, aux yeux d'Emmanuel Macron, muée en "barbarie". Il fallait agir, instaurer un semblant de rapport de force avec le gouvernement de Benyamin Nétanyahou pour sauver la solution à deux Etats, lui soufflaient les diplomates depuis le Quai d'Orsay et l'Élysée.* ».,

Revenons sur Terre et surtout à ce qu'étaient vraiment les intentions de Macron lors du coup politique de la résolution franco-saoudienne de septembre 2025, car, évidemment, les journalistes n'en disent pas un mot. Souvenons-nous de la tonne de conditions mises à cette reconnaissance, souvenons-nous que Macron, et c'est dans la résolution, et avait exigé et imposé un État de Palestine démilitarisé, et quasiment dicté son mode de fonctionnement, calqué sur les « modèle universel » des démocraties bourgeoises occidentales, il était allé jusqu'à exiger un regard sur les manuels scolaires et l'arrêt du financement des familles des captifs kidnappés par l'armée d'occupation sioniste. Bref, Macron a reconnu un bantoustan.

On est au cœur du mensonge avec cette phrase : « *Comme s'il admettait que la reconnaissance de l'Etat de Palestine, ce coup d'éclat dont il espérait tant, n'avait pas eu l'effet attendu.* ». En jouant sur le côté narcissique bien connu de Macron, *Le Monde* essaie de nous faire croire qu'il avait lancé une initiative dont il attendait des résultats dans le sens de la paix. Macron n'est certes pas le plus brillant des présidents de la République de la V^{ème}, ne le prenons pour un imbécile. Il n'a jamais rien attendu de positif pour la paix de son initiative. C'était au contraire une démarche visant à permettre à l'entité coloniale sioniste d'en finir avec Gaza. Personne, un tant soit

peu au courant de la réalité de la Palestine occupée et du génocide en cours, n'a pu croire que quoi que ce soit sortirait de cette initiative, à part l'enterrement de la résolution de l'année précédente (septembre 2024) exigeant le retrait des troupes sionistes d'occupation de la Bande de Gaza.

Une présentation fallacieuse des rapports entre l'impérialisme français et l'État colonial sioniste

Les rédacteurs de l'article tentent de nous faire croire que c'est depuis cette reconnaissance que l'Élysée et la diplomatie française font des gestes en direction des sionistes génocidaires : « *La reconnaissance de la Palestine par la France a manqué de dégénérer en une crise diplomatique sévère entre Paris et l'Etat hébreu, ulcéré par ce geste compris comme une manœuvre présidentielle purement égotique. Pour éviter d'envenimer la situation et qu'Israël ne mette à exécution sa menace de fermer le consulat de Jérusalem, la France a multiplié les gestes d'apaisement, contribuant à brouiller son message.* ». Il ne vient d'ailleurs pas à l'idée des journalistes que la France aurait pu réagir en décrétant des sanctions, comme l'Espagne ou l'Irlande. Mais surtout, à aucun moment l'article ne parle de la colonisation, ni du rôle joué par les multinationales des États impérialistes occidentaux, dont l'entité coloniale sioniste est la création et la créature. Oubliées la « coalition contre le Hamas », la circulaire de Dupond-Moretti contre les défenseurs de la libération de la Palestine en octobre 2023, et la gigantesque répression d'État ayant suivi, l'expulsion de Mariam Abu Daqqa ? Oubliés le pseudo « droit imprescriptible d'Israël à se défendre, l'acharnement à garder Georges Abdallah en prison ?

L'État impérialiste français, la frange de la classe dominante installant Macron au pouvoir, a depuis le début, été dans le camp des colonialistes, des génocidaires, des fascistes sionistes. Même si l'idéologie coloniale de notre impérialisme y est pour beaucoup, il faut, comme toujours chercher les causes économiques : nos « entreprises » sont actrices de la colonisation de la Palestine, directement ou indirectement, de la BNP à Carrefour, en passant par L'Oréal, Danone, Chanel, Evian, Yoplait et Zara. Le sinistre Barrot vient de publier, le même 21 septembre, un communiqué pour déplorer la mort d'un colon agresseur à Cisjordanie. Le communiqué, parlant de « la France », ce concept qui devient de plus en plus colonial, signifiant de plus en plus l'impérialisme français, « *Elle réitère sa condamnation du terrorisme sous toutes ses formes* » et parle d'une « *attaque terroriste qui a coûté la vie à un israélien en Cisjordanie* », sans, évidemment utiliser le terme « colon » ni parler de leur rôle. Jamais, nous n'avons eu de tel communiqué pour déplorer les assassinats quotidiens de Palestiniens, à Gaza ou en Cisjordanie, au moins sept ont eu lieu le même jour, silence radio. Et c'est ainsi depuis octobre 2023. S'il fallait une nouvelle preuve que l'État impérialiste français est et a toujours été du côté des sionistes et n'a jamais varié d'un iota de cette ligne, la voici.

La soi-disant controverse après la reconnaissance d'un bantoustan n'était qu'un artifice pour gogos. Comme l'est la soi-disant décision de sanctions contre les produits des colonies sionistes de Palestine, épargnant l'État colonial et dont on ne sait comment les appliquer car les sionistes manipulent l'étiquetage, ceci, bien évidemment, *Le Monde* ne dit pas.

Et le quotidien du soir adopte tous les codes du langage officiel de la propagande sioniste ; ce seul fragment de phrase le résume : « *La guerre à Gaza, menée par l'Etat hébreu en représailles au massacre du 7 octobre 2023 perpétré par le Hamas* ». Tout y est, la « guerre à Gaza » et non le génocide ou la guerre coloniale ; « l'État hébreu » pour désigner l'entité coloniale sioniste ; les « représailles » pour justifier la énième attaque sioniste contre Gaza ; le « massacre » pour qualifier le soulèvement de la Résistance armée le 7 octobre 2023 ; enfin « le Hamas » au lieu de la Résistance. Étant lui-même, depuis le début, un soutien de l'entité coloniale génocidaire, mais, la vérité avançant, ayant de plus en plus de mal à l'assumer, *Le Monde* préfère voir un virage dans l'action politique de Macron, afin que le voile ne soit pas levé sur les deux longues années pour les Palestiniens ayant précédé la reconnaissance du bantoustan.

Enfin, comme tout *medium* respectueux des usages au sein de l'impérialisme français, *Le Monde* est touché par le tabou des mots. Nous le savons, le mot qu'il ne faut ni écrire, ni prononcer est celui de « génocide ». Les macronistes du « journal de référence » ne dérogent pas à l'usage. Mais ils poussent le bouchon assez loin. Voici comment les auteurs de l'article s'expriment à propos de l'époque de la « reconnaissance » : « *A l'heure où l'Etat hébreu menait une guerre d'anéantissement à Gaza* ». Entre guerre d'anéantissement et génocide, la différence semble pour le moins ténue. Remarquons au passage l'imparfait, celui-ci semble dire, implicitement, que la guerre d'anéantissement serait en pause, depuis le pseudo cessez-le-feu. Mais l'honneur est sauf, le mot n'a pas été écrit autrement qu'avec des guillemets, à la Sophia Aram, dans une seule phrase n'engageant absolument pas la rédaction du journal : « *En février 2026, le Quai d'Orsay appelait à la démission de la rapporteuse spéciale de l'ONU sur les territoires occupés, Francesca Albanese, dénonçant les prises de position offensives de la juriste qui, en octobre 2025, avait accusé Israël de perpétrer un "génocide" à Gaza.* ». Néanmoins, cette même phrase nous dit bien que le mot est tabou pour les dirigeants de l'État impérialiste français et leurs relais idéologiques dont fait partie *Le Monde*.

Les « défenseurs de la Palestine »

Afin de bien éclairer la posture des rédacteurs de l'article, voici une phrase clé : *« En ayant à cœur d'apaiser les relations avec Israël, le président français, Emmanuel Macron, a brouillé son message et déçu les défenseurs de la cause palestinienne. »*. Ainsi, les « défenseurs de la cause palestinienne » auraient cru à sa reconnaissance, sans savoir qu'elle était une manœuvre jouant contre les Palestiniens, et donc, forcément, seraient déçus. Nous l'avons souvent écrit, il y a défenseur et défenseur de la cause palestinienne. La phrase n'est pas erronée si l'on s'en tient aux défenseurs que met en avant l'idéologie dominante, les colonialistes des bons sentiments, la « gauche », oscillant entre *« C'est un premier pas, mais ça ne suffit pas, il faut des actes ! »* (le collectif pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens), au pire, et *« Cette reconnaissance n'aura été qu'un écran de fumée destinée à masquer sa complicité avec Israël et à détourner l'attention de ses responsabilités. »* (Rima Hassan), au mieux.

Les partisans de la libération de la Palestine du fleuve à la mer, comme le Parti Révolutionnaire Communistes, n'ont jamais été dupes. Non seulement, ce n'est absolument pas un premier pas, mais ce n'est pas non plus seulement un écran de fumée. L'écran de fumée est surtout dans la présentation d'une démarche qui serait personnelle, alors qu'il existait un vrai rapport de force obligeant au mieux à faire semblant d'agir. Mais ce qu'a fait Macron n'est pas un faire semblant ni un écran de fumée. Il a réduit la notion d'État de Palestine à un bantoustan étriqué, un jouet dans les mains des impérialistes occidentaux et a obtenu en échange une résolution de la ligue arabe inique (nous y revenons plus bas) et la fin du financement par l'AP (Autorité palestinienne) d'un nombre non négligeable de familles d'otages palestiniens enfermés dans les sinistres geôles sionistes. Il a aussi, avec la complicité active des rois Saoud, obtenu qu'on efface objectivement la résolution de 2024, elle exigeait le retrait des forces sionistes d'occupation de la Bande de Gaza, et ouvert la voie, comme nous l'avons écrit à l'époque, au sordide « plan de paix » de Trump, permettant une résolution du Conseil de Sécurité votée par la France, envisageant la domination totale de l'entité coloniale sioniste sur Gaza.

Ainsi donc, les véritables défenseurs de la Palestine ont vu tout de suite où Macron voulait en venir, ils n'ont donc jamais été déçus. Mais, en cherchant bien, *Le Monde* a trouvé, probablement dans l'entourage des *compradores* de Ramallah, une Palestinienne appuyant son discours, allant même plus loin que le collectif juste et durable : *« "Le geste de la France aura été hautement symbolique, mais il n'a pas changé la dynamique à Gaza", appuie Inès Abdel Razek, codirectrice du Palestine Institute for Public Diplomacy, estimant que les sanctions annoncées, début septembre 2026, par le Royaume-Uni et une dizaine d'autres pays, dont la France, sur les produits issus des colonies israéliennes seront plus efficaces pour commencer à exercer une pression sur Israël. »*. Mais, c'est bien évidemment ce genre de collabo, tout à l'image d'Abbas et de sa bande de profiteurs que *Le Monde* cherche à nous faire passer pour d'authentiques « défenseurs de la cause palestinienne ». Nous rappelons ceci : toute position ne demandant pas le démantèlement de l'État colonial sioniste est une position coloniale, qui permet la survie de la créature des impérialistes occidentaux et perpétue la colonisation.

Les aveux au milieu de l'échafaudage

Au travers de l'article, non sans contradiction, le réel apparaît tout de même à la surface. D'abord avec ceci : *« Un intense travail avait été mené les mois précédents pour tenter d'obtenir, en contrepartie de cette reconnaissance de l'Etat de Palestine par la France, la reconnaissance en miroir d'Israël par des pays musulmans, dont l'Arabie saoudite. En vain. »*. Nous voilà révélé un des véritables buts de la manœuvre de Macron, à l'automne dernier. Il était hors de question, dans le contexte de l'époque, où les dirigeants arabes, même les rois du pétrole, ont des peuples qu'ils ne peuvent pas tout à fait mécontenter, que cela fût possible. Mais qu'à cela ne tienne, Macron a tout de même bien mérité de l'impérialisme occidental : *« Paris avait toutefois réussi à arracher, avec l'aide de son partenaire saoudien, la "déclaration de New York", signée en juillet par les pays de la ligue arabe, dont le Qatar et l'Egypte, condamnant l'attaque du 7-October, appelant au désarmement du Hamas et excluant que le mouvement islamiste contribue à gouverner Gaza à l'avenir. Ajoutée à l'engagement de l'autorité palestinienne de mener des réformes et des élections, la feuille de route onusienne avait été jugée suffisante pour justifier la reconnaissance. »*. Cette fois, nous avons presque tout le pot aux roses. Très clairement, il ne s'agit nullement de reconnaître la Palestine, mais d'éliminer la Résistance afin de livrer Gaza aux sionistes. Il manque deux choses, la réalité du soi-disant État de Palestine, un bantoustan croupion, et la suite logique de la résolution, le plan Trump. S'il est impossible que *Le Monde* dénonce la première, probablement parce qu'en tant que bons colonialistes des démocraties bourgeoises occidentales, héritiers de Voltaire, les rédacteurs trouvent ce bantoustan légitime, en revanche, on nous livre sur un plateau la filiation Macron Trump. C'est on ne peut plus clair : *« "Nous avons sauvé la solution des deux Etats", se félicite néanmoins un proche du président. A l'Elysée, on veut croire que la France aura marqué l'histoire, en préservant cet horizon diplomatique plus nébuleux que jamais. Le plan de paix à Gaza brandi par le président américain, Donald Trump, le 29 septembre 2025, instaurant un cessez-le-feu qui n'aura jamais été respecté, en serait la preuve : le texte mentionne du bout des lèvres la possibilité d'un Etat palestinien, ce qui a permis au Conseil de sécurité de l'ONU de l'endosser par une résolution votée en novembre. »*

Ensuite, dans un chapitre intitulé « *Conserver une posture d'équilibre* », les rédacteurs déroulent le tapis rouge pour la diplomatie française et son ministre, lesquels font des efforts pour introduire la démocratie dans l'Autorité Palestinienne, comme s'il s'agissait du nœud du problème. « *Plus discrètement, depuis un an, les diplomates français se sont employés à ménager l'avenir du côté palestinien, en aidant à préparer la succession du président Mahmoud Abbas, âgé de 90 ans. Paris a offert son assistance pour la rédaction d'une constitution palestinienne et soutenu des réformes en vue des premiers scrutins dans les territoires depuis 2006 : des législatives sont prévues en novembre 2026 et une présidentielle doit suivre. Contre le clan Abbas, qui s'emploie déjà à les repousser, le ministre des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, a rappelé, début septembre, l'importance "vitale" de ces scrutins en pleine guerre et prévenu qu'ils ne pourraient être annulés "sous aucun prétexte".* ». Nous voilà en présence d'un nouvel aveu de taille, comme de bons colonialistes, les dirigeants français sont persuadés que les Palestiniens ne peuvent pas eux-mêmes rédiger une constitution, et qu'il leur faut l'aide des *sachants* occidentaux. « Le fardeau de l'homme blanc », disait Kipling. Le ton du ministre, notons le, révèle crûment que les Palestiniens peuvent continuer à se faire agresser par les colons, tués par l'armée d'occupation, et l'entité sioniste peut s'emparer des trois quarts de la Cisjordanie, tout cela ne peut justifier un report des élections. Comment dicter aux Palestiniens notre façon de penser en se moquant éperdument de leurs conditions d'existence et des menaces de mort quotidiennes subies et qui se réalisent souvent. Enfin, cela éclaire sur la conception qu'a *Le Monde*, d'une posture d'équilibre : tout pour les sionistes, rien pour les Palestiniens. Nous ne résistons pas, pour la fine bouche, à présenter ce dernier extrait : « *Au fond, l'Elysée n'avait jamais imaginé que sa manœuvre conduirait l'Etat hébreu à changer de politique.* ». On ne saurait plus se contredire après avoir tartiné sur les espoirs de Macron et, probablement de ses supporters journalistes. Mais, de la contradiction jaillit la lumière, dit-on ; c'est assez approprié à ce passage.

En conclusion

Pour autant, ces importants morceaux de la vérité ainsi dévoilés ne sont pas exempts d'une présentation toujours aussi fallacieuse du réel. Ainsi, cette affirmation : « *L'Israël d'aujourd'hui n'est plus celui des accords de paix d'Oslo, reconnaît un diplomate, lorsque l'Etat hébreu se souciait de sa place parmi les démocraties triomphantes de l'après-guerre froide.* ». Il s'agit juste d'une des rituelles tentatives, notamment des sionistes de « gauche », de nous faire croire que l'entité coloniale sioniste a changé, qu'elle était sympathique avant, mais a été détournée ou s'est perdue à cause du vilain méchant « Netanyahu d'extrême-droite ».

On pourrait aussi glisser que l'affirmation placée dans la bouche d'un proche du président, sur le sauvetage de la solution des deux États aurait mérité d'être au moins interrogée, au moment où le diplomate US d'origine française, Robert Malley, ancien conseiller pour le Proche Orient de Clinton, Obama et Biden, a affirmé sur France Inter : « *Ça fait des années que tous les dirigeants, surtout les dirigeants occidentaux, parlent de la solution à deux États. Or sur le terrain, on recule sans cesse, la colonisation continue, les esprits palestiniens et israéliens continuent à se séparer, donc on en parle, mais on en parle presque comme un prétexte pour ne rien faire. [...] Au début, je pense que c'est une illusion, mais l'illusion lorsqu'elle continue pendant 20-30 ans, ça devient une supercherie.* ». *Le Monde*, notons-le a également commis un article pour évoquer le livre qu'il vient de sortir sur la question, écrit en commun avec Hussein Agha, un ancien négociateur des Palestiniens dans le processus suivant la trahison d'Oslo. Il était décidément possible de ne pas laisser passer cette affirmation de sauvetage sans la commenter.

En réalité, ni Macron, ni *Le Monde* n'ont jamais cru que la pseudo reconnaissance pourrait être utile en quoi que ce soit aux Palestiniens. D'ailleurs, ils se moquent de leur sort. Mais la sortie de la poussière du tapis, avec l'opération « Déluge d'Al-Aqsa », la révélation de ce qu'est l'entité coloniale sioniste, l'entreprise sioniste depuis le début les oblige à faire semblant de s'intéresser et à afficher une position d'équilibre ne trompant personne. La conclusion que l'on peut tirer à la lecture de cet article est celle-ci : décidément, il n'y a rien à attendre de Macron, concernant la libération de la Palestine, comme sur les autres sujets, mais ses relais idéologiques essaient vainement de nous faire croire le contraire.

Nous le disons à nouveau ; les Résistants palestiniens combattent le même ennemi qui nous opprime : l'impérialisme occidental. Leur victoire serait un signal fort pour notre propre émancipation. Un peuple luttant pour sa libération nationale, contre une créature des impérialistes occidentaux, lutte aussi contre la colonisation et ses présupposés idéologiques qui gangrènent aujourd'hui l'ensemble de la « gauche » française.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, le combat de la Résistance palestinienne, qui affronte directement la pointe avancée de l'impérialisme occidental est vital pour les prolétaires de l'ensemble de la planète ; les Palestiniens sont un peuple acteur de sa propre histoire, en lutte contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction, pour sa libération nationale, un long combat dont nous devons reconnaître la centralité et le caractère stratégique pour notre propre émancipation.